

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

Schwartz -Hautmont	p I
Belgique :Pinnock-Pax	p 3
Liaisons	p 5
Espagne :collectivisations	p 7
Les événements	p 9
France ,les travailleurs	p IO
Viet Nam, Saïgon le 23septembre 45	p I5
Correspondance	p I8
A propos de bureaucratie	p 23
Un exemple en Grande Bretagne	p 24
Publications	p 26

LE NUMÉRO

mensuel

0,60
(ou 2 timbres)

NUMERO 69

MARS 1968

schwarz - hautmont

Ce texte est rédigé d'après des informations venues de différentes sources et non directement d'après des rapports avec des ouvriers de cette entreprise travaillant sur le chantier de la Faculté des Sciences à Paris.

La grève des ouvriers

Le 27 janvier 68 les ouvriers de cette entreprise de construction travaillant sur le chantier de la Faculté des Sciences à Paris (Halle aux Vins) sont en grève depuis 14 jours. En majorité ce sont des étrangers (portugais, algériens,...) Ils revendiquent:

- 1/ une augmentation horaire de 0.50 F. (depuis 4 années ce salaire est fixé à 3.10 pour les manoeuvres et à 4.20 pour les compagnons).
- 2/ le paiement des heures supplémentaires au tarif légal (et non sous forme de primes).
- 3/ prime de panier égale à 1h30 de salaire (pas de cantine)
- 4/ fourniture ou indemnisation pour bleus de travail et bottes
- 5/ inclusion du temps passé à se laver dans le temps de travail.

La grève semble avoir démarré spontanément et indépendamment de toute action extérieure (étudiants ou professeurs de la faculté, groupes politiques "d'extrême gauche"). Elle semble également avoir pris au dépourvu la CGT: trois jours après le début de la grève, le responsable CGT préconisait la reprise du travail et la transformation de l'action en grève perlée. Il semble aussi y avoir eu une modification bureaucratique dans le comité de grève, un chantage aux flics aux ouvriers du piquet de grève de la part de responsables CGT.

Le chantier fut complètement arrêté pendant 4 jours; puis la direction le remit en marche en y faisant entrer des ouvriers venant d'autres chantiers ou récemment embauchés (actuellement 80% des ouvriers sont des nouveaux); ce que voyant, 30 à 40 ouvriers prirent leur compte au cours de la grève. Un responsable CGT secrétaire du comité de grève, licencié au cours de la grève, fut finalement réintégré.

La grève a duré trois semaines; la reprise du travail s'est faite après l'effilochage de la grève sans que les ouvriers aient rien obtenu. De plus, les nouveaux ont été embauchés à des taux inférieurs à ceux d'avant la grève: 2.80 à 3.60 l'heure.

Il n'y eut aucune réaction de solidarité (autre que financière) des ouvriers des autres entreprises travaillant sur ce chantier; une grève n'aurait pu être efficace que totale et d'assez longue durée; sinon elle aurait été un échec total et aurait entraîné des licenciements immédiats.

L'intervention des étudiants:

Un comité de soutien fut créé parmi les étudiants de la Faculté des Sciences, composé principalement de pro-chinois et de trotskystes. Leur action de solidarité financière fut effective puisqu'ils collectèrent 1.500.000 MF et que la somme versée au cours de la grève aux ouvriers sur ces fonds fut supérieure à ce que beaucoup auraient touché sous forme d'acompte s'ils avaient travaillé. Ce qui fit d'ailleurs dire aux bonzes syndicaux et à ceux du parti que ces fonds venaient des patrons. Mais cette action était avant tout pour les militants de ces organisations une action de

propagande; le comité de soutien n'avait pas été formé par les ouvriers et il voulait finalement s'emparer de la grève et la diriger.

On peut rapprocher cette tentative de celle signalée à propos de la grève de la FN à Herstal (Belgique) (voir ICO-Juil.66-N° 50-p.I) ou à propos d'une grève de Lyon (ICO août-sept.67-N° 63-p.I)

Toute tentative de ce genre ne peut que rencontrer la méfiance, sinon l'hostilité des ouvriers. Cela facilite la propagande opposée de la CGT qui dénonçait au cours de la grève l'intervention du comité de soutien des étudiants qualifié "d'aventuriers".

L'intervention des enseignants:

Il n'en reste pas moins que les seuls appels à la solidarité vinrent de ce côté et furent accompagnés d'un appel similaire aux enseignants à une grève de solidarité et au développement de la souscription pour les ouvriers en grève. C'est surtout cette dernière intervention dans un tract du 27 janvier 68 signé d'une cinquantaine d'enseignants qui a déclenché une réponse du parti communiste dont nous donnons ci-après un large extrait. Dans cette réponse, il est tout à fait remarquable que ce sont des intellectuels qui s'en prennent à d'autres intellectuels sous prétexte qu'ils ne connaissent rien à la condition ouvrière et qu'ils n'ont pas à s'en mêler. Le P.C. défend visiblement une chasse gardée et ne saurait tolérer une incursion sur son territoire comme d'habitude. L'amalgame avec le Viet-Nam est je crois typique de leur manière de raisonner. La hargne du PC peut se comprendre si l'on sait que ce mouvement de grève de solidarité a été démarré par un ou deux membres du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESu) qui groupe un certain nombre de gens "extrémistes", pro-chinois et autres, il y a même plusieurs groupes trotskystes. Quoiqu'il en soit, il y a eu un mouvement de grève assez peu suivi dans l'ensemble. Parmi les signataires de l'appel il y a surtout une majorité de maîtres assistants et d'assistants, et peu de professeurs ou maîtres de conférences (mais si on fait le rapport, la proportion est plus forte que la proportion de la Fac).

Pendant la journée de grève, certains assistants ont fait venir des ouvriers de Schwartz-Hautmont (en grosse majorité Nord Africains et Portugais) pour s'expliquer devant les étudiants. Le doyen était furieux, mais il s'est finalement calmé. Il faut dire que quand il se passe quelque chose il a toujours l'impression qu'il est l'objet d'une attaque personnelle.

Après la démonstration de cette grève de solidarité le travail a repris le lendemain... à Schwartz-Hautmont après 3 semaines de grève les ouvriers n'ayant rien obtenu.

Une petite anecdote: à la réunion intersyndicale qui a précédé la grève de solidarité le représentant du SNESu voulait discuter de la grève Schwartz-Hautmont. Réponse de la CGT etc: la grève Schwartz-Hautmont n'est pas à l'ordre du jour de cette réunion. On en a d'ailleurs parlé il y a 15 jours.

"La grève n'est pas un jeu" c'est le titre d'un article de "Nouvelle Faculté", journal édité par le Comité du parti communiste de la Faculté des Sciences. L'article lui-même est édifiant:

" Sous la conduite de la CGT, les maçons de l'entreprise Schwartz-Hautmont aux chantiers de la Faculté ont entrepris une grève légitime et courageuse pour leurs revendications: ils se heurtent à une intransigeance patronale d'autant plus scandaleuse que notre pays a un urgent besoin de constructions universitaires nouvelles. Si les militants communistes, les militants syndicaux avec l'ensemble des personnels de toutes catégories travaillant à la Faculté ne restent pas indifférents devant une telle situation et apportent dans la mesure de leurs moyens, leur soutien aux grévistes (p.e.: liste de souscription CGT soutenue par le Comité intersyndical FEN-CGT-CFDT) que peuvent-ils penser du mouvement déclenché par certains enseignants qui déclarent se mettre en grève individuellement à ce sujet? Ceux-ci, sans même demander avis sur l'opportunité de leur démarche aux premiers intéressés: les ouvriers des chantiers en grève; passent, dans un but évident de division, par-dessus toutes les

organisations syndicales unies de la Faculté et, spéculant sur le juste sentiment de solidarité de nombreux enseignants envers la classe ouvrière, appellent leurs collègues à les suivre dans leur suspecte aventure.

"Ils accusent contre toute évidence, les organisations syndicales et notre Parti de participer à un mur du silence autour des luttes ouvrières et, protégés par une réelle sécurité d'emploi, prodiguent, en direction des maçons en lutte des conseils d'autant plus jusqu'aboutistes qu'ils ignorent tout des conditions de lutte dans le bâtiment.

"Ils s'efforcent, comme en témoignent les inscriptions répandues sur nos murs, de substituer leurs mots d'ordre aux décisions concertées par les grévistes eux-mêmes et seraient prêts à s'attribuer à peu de frais un succès acquis par d'autres quitte à faire à l'avance retomber un éventuel échec sur les syndicats et le Parti Communiste, soit disant passifs et complices du patronat.

"Les communistes de la Faculté, engagés par ailleurs dans leur lutte pour le peuple Viet-Namien, apportent leur soutien sans réserve à leurs camarades de la cellule communiste des chantiers, aux militants syndicaux, à tous les maçons engagés comme des milliers de travailleurs ces jours-ci en France dans le mouvement gréviste.

"Ils rappellent que la solidarité des travailleurs, comme la grève, sont des choses sérieuses auxquelles on ne saurait sans les discréditer avoir recours en toute occasion et sans le soutien d'une large majorité de travailleurs.

"Ceux qui prétendent aujourd'hui le contraire cherchent à masquer sous des aventures à grand spectacle leur renonciation de fait à défendre avec persévérance, sur le lieu même de leur travail, et avec l'ensemble de leurs collègues, les intérêts de l'Université, gravement mis en cause par la politique du gouvernement.

"Quant aux ouvriers des chantiers ils font confiance à la CGT qui déclare dans un communiqué: "... informés de tentatives de dévoyer la grève de ses objectifs revendicatifs venant d'éléments étrangers aux ouvriers du bâtiment, l'union générale du bâtiment CGT appelle à la plus grande vigilance".

"Les communistes de la Faculté appellent à poursuivre le soutien à la souscription de l'intersyndicale en faveur des ouvriers des chantiers en grève et à renforcer dans les laboratoires les ateliers et les bureaux les luttes revendicatives unies de toutes les catégories au sein de leurs organisations syndicales respectives. "

oooooooo

belgique

PINNOCK-PAX à Herstal (banlieue de Liège).

Cette usine compte 85 ouvriers, employés et cadres; tous syndiqués, sauf deux directeurs; elle fabrique des machines à coudre et appartient depuis sept ans à un groupe anglo-australien: Pinnock International. L'usine a été modernisée pour être capable de fabriquer un modèle moderne de machine destiné au marché européen. En juin 1967, Krach frauduleux de la société et intrigues financières internationales auxquelles se trouvent associés un représentant des petits actionnaires devenu président de la société, le conseil d'entreprise de l'usine d'Herstal, le syndicat socialiste belge FGTB et le ministère des affaires économiques belge.

Cela débouche sur une proposition de renflouement de l'usine belge à condition de trouver dans le privé la moitié des capitaux nécessaires. Les ouvriers qui depuis plusieurs mois, ne travaillent plus qu'une semaine sur cinq- ce qu'ils ont subi pour éviter d'être licenciés, acceptent de chercher des prêteurs de fonds pour faire tourner l'usine. (sinon, c'est la fermeture, le chômage, la reconversion, le déplacement, tout ceci difficile dans la situation présente). Ils ne trouvent rien.

Cela fait trois mois que dure ce chômage partiel: ils sont licenciés.

Tous en bloc, refusent alors d'entériner ce fait: ils occupent l'usine décision prise à l'unanimité. Le syndicat de la métallurgie est bien forcé de suivre et s'entremet avec le ministère des Affaires économiques pour "trouver une solution". En vain. L'usine continue d'être occupée. Le syndicat paie les primes de grève et la solidarité s'organise un peu partout, en argent, en nature, en aide directe. Mais aucune publicité n'est faite à ce mouvement.

Ce que le syndicat n'a pas réussi, une délégation du personnel le tente directement. Elle prend contact avec un ancien directeur de l'usine et pour démontrer que l'usine peut tourner "valablement" tout le personnel travaille à un plan de réorganisation rationnelle de l'usine et détermine un prix de revient. Ce plan, le directeur contacté l'accepte. Le Conseil Communal d'Herstal (socialiste) accepte alors d'investir 10 millions de francs belges dans Pinnock-Pax, et remet les mandats d'administrateur correspondants au syndicat (FGTB socialiste). Mais le travail ne peut reprendre car cela dépend de la reprise de livraison de pièces japonaises (la machine à coudre en question est sous licence japonaise). Les syndicats ne trouvent plus qu'à intervenir auprès du gouvernement pour faire attribuer les indemnités de chômage réservées jusqu'à présent au secteur charbon-acier.

Trois ouvriers ont abandonné la grève qui en janvier, continuait depuis trois mois - l'usine étant toujours occupée.

Deux appréciations sur cette lutte:

" A Pinnock-Pax, les travailleurs, pratiquement sequestrés par les organisations syndicales continuent une lutte utilisée pour renflouer les caisses du patron" - (Voix Ouvrière de Cockerill Ougrée, N° 49- décembre 67).

" L'acte ainsi posé par une commune ... constitue un précédent dont les nombreuses communes socialistes et communistes de Wallonie pourraient s'inspirer pour faire naître un système- nécessairement intermédiaire bien sûr- de gestion paritaire ... voilà une brèche ouverte dans le mur du " monopolisme capitaliste " (Le Point Hebdomadaire catholique "progressiste" belge).

Nous pensons que ces deux jugements laissent de côté les questions essentielles. Le second est bien dans la ligne des "progressistes" qui essaient de définir des structures bureaucratiques adéquates, à la faveur des luttes mais qui préservent l'essentiel: la hiérarchie des pouvoirs, c'est-à-dire l'exploitation elle-même. La position de Voix Ouvrière se veut "révolutionnaire"; elle schématise la lutte en travailleurs "victimes" des organisations, sans lesquelles ils seraient sans doute "révolutionnaires".

Ce qui est révolutionnaire dans cette grève c'est ce qui n'apparaît pas directement mais qui se révèle par ses conséquences. C'est la volonté des travailleurs d'occuper l'usine comme un lieu dont ils sont les maîtres et de disposer de l'appareil de production dans leur intérêt. Peu importe finalement qui ils suivent ou écoutent, peu importe les solutions bâtarde qui surgissent de leur recherche. Elles ne peuvent être que des solutions capitalistes. Mais ces solutions capitalistes proposées par des travailleurs et imposées par leur lutte inversent les rapports de pouvoir: les travailleurs dirigeront et les dirigeants (patronaux, politiques, syndicaux) suivront. C'est en raison de ce fait, que les "solutions" échouent, non parce qu'elles ne sont pas "viables", parce que dans cette société il est impossible que le pouvoir change de main, fut-ce abstraitement dans une unité de production dérisoire. La solution bureaucratique - vantée par Le Point- dans le cadre communal-syndical, utilise, comme d'habitude, la lutte pour "moderniser" les structures du capitalisme. Pourquoi les travailleurs s'obstinent-ils dans cette lutte sans issue? Parce que cela leur paraît normal d'agir ainsi pour défendre "leur" travail. Mais en s'obstinant à faire tourner la boîte envers et contre tout le système et toutes les combines financières et bureaucratiques, ils détruisent toute la façade de respectabilité et de "rôle affirmé" de toutes les structures existantes (y compris les "groupes révolutionnaires"). Ils se retrouvent seuls avec